

## "L'Angleterre et l'Europe" dans Corriere della Sera (19 juillet 1971)

**Légende:** Le 19 juillet 1971, le quotidien italien Corriere della Sera examine les conséquences économiques et politiques qu'entraînerait pour la Grande-Bretagne son adhésion à la Communauté économique européenne (CEE).

**Source:** Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 19.07.1971, n° 28; anno 10. Milano: Corriere della Sera. "Inghilterra ed Europa", auteur:Guerriero, Augusto , p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/l\\_angleterre\\_et\\_l\\_europe\\_dans\\_corriere\\_della\\_sera\\_19\\_juill\\_et\\_1971-fr-efdbb4f7-c4e9-43fc-902c-oddf3e18aec6.html](http://www.cvce.eu/obj/l_angleterre_et_l_europe_dans_corriere_della_sera_19_juill_et_1971-fr-efdbb4f7-c4e9-43fc-902c-oddf3e18aec6.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## L'Angleterre et l'Europe

«Pour le gouvernement de Sa Majesté, la décision qui s'impose est que nous acceptions le risque, que nous ne laissions pas passer l'occasion et que nous nous unissions aux communautés européennes». C'est en ces termes que M. Heath a présenté le livre blanc aux Communes et qu'il a ouvert le débat sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE. Le verdict est attendu pour octobre.

Tout choix politique comporte d'habitude, pour celui qui le pose, des avantages et des inconvénients. Cela implique aussi un facteur de risque en ce sens que les prévisions relatives tant aux avantages qu'aux inconvénients, en dépit de leur précision, pourront être confirmées, en tout ou en partie, en fonction des faits, ou seront au contraire démenties.

Pour l'Angleterre, les avantages et les inconvénients de l'adhésion à la CEE seront tant politiques qu'économiques. Considérons d'abord l'aspect politique de la question. Le livre blanc rappelle que depuis 1961, tous les gouvernements britanniques qui se sont succédés – d'abord un exécutif conservateur, puis les travaillistes et enfin les conservateurs à nouveau – ont essayé de faire rentrer l'Angleterre dans la CEE. La raison principale qui explique cette persévérance de l'Angleterre dans sa volonté d'intégrer la CEE, quelle que soit la coloration politique des gouvernements, est à trouver dans l'expérience amère qu'elle a pu faire des limites de sa puissance dans le monde moderne. Ainsi, ces différents gouvernements ont dû l'un après l'autre constater que l'Angleterre n'était plus la puissance qu'elle fût et qu'elle serait condamnée à une lente, mais inéluctable décadence.

Le problème principal pour l'Angleterre de l'après-guerre a été de s'adapter à une position radicalement modifiée dans un monde en proie à des bouleversements sans précédents. Au début, le peuple anglais ne se rendait pas compte de l'immensité du changement qui s'était produit quant au rôle de son pays. Il ne pouvait se résoudre à l'idée que l'Angleterre, après avoir tenu tête seule à Hitler, et après avoir gagné la plus terrible guerre de l'histoire, en soit réduite à n'être plus qu'une petite puissance. Vint ensuite la fin de l'empire, l'Angleterre agissant avec un grand sens politique, parvint à le transformer en une libre association de nations indépendantes. Elle croyait que le Commonwealth serait la solution à ses problèmes politiques et économiques. Parce que, dans les années 50, elle nourrissait cette illusion, elle laissa passer l'occasion de rentrer dans la Communauté européenne.

Lorsque, plus tard, dans les années 60, elle décida d'entrer dans la CEE, de Gaulle lui ferma la porte. L'Angleterre était guérie d'une illusion, la France allait en nourrir une à son tour. George Thomson, qui fut chancelier du duché de Lancaster dans le gouvernement travailliste, «avec des prérogatives spéciales pour les négociations d'adhésion au Marché commun», a écrit dans *The World Today*: «La gloire qui fut celle de la France ne peut être recherchée par la France seule, tout comme la grandeur qui fut celle de l'Angleterre ne peut être conservée par l'Angleterre seule. Toutefois, le rayonnement qui fut celui de l'Europe occidentale, peut être restauré si ses nations mettent en commun leurs ressources et leurs puissances dans le cadre de nouvelles institutions».

Voyons ce que sera l'état du monde à la fin du siècle. Aux deux superpuissances actuelles, viendraient s'en ajouter trois: l'Europe occidentale, la Chine et le Japon. L'Angleterre, si elle devait rester seule, ne serait qu'une puissance mineure dans un monde de superpuissances, et elle ne compterait plus pour rien.

La principale objection à l'entrée de l'Angleterre, qui est d'ordre politique, est que la souveraineté nationale s'en trouverait réduite. Il ne fait pas de doute que l'adhésion au traité de Rome conduira à une perte de souveraineté, mais cela se fera dans un cadre limité et bien déterminé. Bien sûr, si ce que prévoit l'*Economist* devait se réaliser, à savoir que l'Europe occidentale opte pour un gouvernement fédéral, alors il faudra reconnaître que la perte de souveraineté pourrait être plus importante.

M. Wilson, qui s'apprête à prendre la tête de l'opposition (ou comme disent les Anglais, du courant des «antimarketeers»), déclara dans un discours prononcé le 3 août 1961, ce qu'il répéta dans une autre allocution en date du 25 février 1970: «Toute l'histoire du progrès politique se résume en un abandon progressif de la souveraineté nationale... Il ne s'agit pas de savoir si la souveraineté reste ou non absolue,

mais bien de connaître le mode selon lequel on est prêt à la sacrifier, pour qui et dans quel but... L'abandon de souveraineté, tel que proposé, nous permettrait de progresser sur la voie de ce monde auquel nous aspirons».

Sur le plan économique, quels avantages l'Angleterre retirera-t-elle d'une participation à la CEE, et à quels inconvénients sera-t-elle confrontée? Il s'agit là d'une question qui prête à discussion, et la diversité des prévisions en matière d'augmentation des prix vient nous le prouver. Le gouvernement travailliste prévoyait que les prix des produits alimentaires augmenteraient en fonction d'une marge comprise entre 18 et 26 pour cent au cours de la période de transition de six ans. Le gouvernement conservateur, au contraire, table sur une augmentation des prix des produits d'environ 2,50 pour cent par an sur la période des six ans, et donc, une augmentation annuelle de 0,50 pour cent de l'indice du coût de la vie. Pour l'*Economist*, si l'Angleterre devait rester en dehors de la CEE, les prix des produits alimentaires augmenteraient, à peu de choses près, dans la même proportion.

M. Wilson est en proie à «quatre doutes», et ce sont eux qui vont le faire passer à la tête des «antimarketeers». Le premier porterait sur l'impact que la participation de l'Angleterre à la CEE aura sur la balance des paiements. Sur ce point, comme l'a mentionné le correspondant de ce journal de Londres, l'*Economist* a répondu: «L'impact sera de toutes façons avantageux pour l'Angleterre parce que soit elle sera le pays en déclin qu'elle est aujourd'hui, et alors elle sera secourue par le budget communautaire; soit elle se reprendra, et alors elle devra contribuer au budget de la communauté».

En deuxième et troisième lieux, viennent les doutes relatifs aux conditions qui seront d'application pour le sucre du Commonwealth et le beurre de la Nouvelle-Zélande. Cependant, il s'agit là de doutes qui n'ont pas de raison d'être. Premièrement, M. Rippon, qui négociait au nom du gouvernement conservateur, a obtenu de meilleures conditions que celles que le gouvernement travailliste avait espéré pouvoir obtenir. Deuxièmement, les pays concernés se sont déclarés satisfaits. Quant au quatrième «doute» de M. Wilson, il était plus crédible.

Le traité de Rome prévoyait la libre circulation des capitaux à l'intérieur du Marché commun. La règle, si elle avait été appliquée de façon intégrale et immédiate, c'est-à-dire directement après l'adhésion de l'Angleterre, aurait pu déstabiliser sa balance des paiements. M. Rippon avait proposé un «calendrier dérogatoire». Les six acceptèrent en substance. Ce que l'on peut en retenir, c'est que le quatrième et dernier «doute» de M. Wilson est vidé de sa substance. Toutefois, on peut être certain qu'il avancera d'autres arguments en guise de prétextes.

La vérité est que M. Wilson se prononçait en faveur de l'entrée de l'Angleterre dans la CEE lorsqu'il pensait que ce processus se ferait sous sa conduite. Aujourd'hui, il s'oppose à cette adhésion, malgré le fait que les conditions soient devenues meilleures, et la raison en est qu'elle serait l'œuvre de M. Heath. Les «doutes», les ergoteries, les statistiques plus ou moins tendancieuses ne parviennent pas à masquer la contradiction: s'il était dans l'intérêt de l'Angleterre de rentrer dans le marché commun il y a deux ans ou l'année dernière, cela est toujours d'actualité; si, par contre, cette participation ne présente aucun avantage aujourd'hui, il en allait de même il y a deux ans.

Augusto Guerriero